

1. RÉSUMÉ DU TRAVAIL EFFECTUÉ EN LIEN AVEC LES RÉSOLUTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – RÉUNIONS DU 22 FÉVRIER 2024

24-CSR4-947 Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Robert Power, que les termes de référence de la demande de proposition, en ce qui a trait à l'étude sur l'impact économique et environnemental de l'exploitation des bleuets, soient acceptés tels que présentés.

La demande de proposition a été lancée le 1^{er} mars dernier et s'est fermée le 18 mars. Une note de service a été soumise au Conseil d'administration à cet effet.

24-CSR4-948 Il est proposé par M. Bernard Thériault et appuyé de M. Georges R. Savoie, que l'entente de collaboration entre la CSRPA et le CAEINA soit acceptée.

Nous travaillons sur les derniers détails avec le CAEINA PA. Nous espérons une signature de l'entente très prochainement.

24-CSR4-950 Il est proposé par M. Denis Losier et appuyé de M. Denis Landry, que la CSRPA retienne les services de Monsieur Marc Leblanc et approuve l'offre de service d'un montant de 28 500\$ afin de mener à terme le travail de mise à jour de l'étude de planification régionale des infrastructures et des programmations sportives et récréatives de la péninsule acadienne en y ajoutant la composante culturelle.

Les discussions ont débuté avec le consultant pour s'assurer de la bonne direction de cette mise à jour. Une rencontre devait se tenir avec le comité à ce sujet, mais elle a dû être annulée pour des raisons incontrôlables. Une autre rencontre sera planifiée sous peu afin d'informer le comité de la planification des infrastructures sportives, de loisir et culturelles des derniers développements à cet égard.

24-CSR4-951 Il est proposé par M. Georges R. Savoie et appuyé de M. Bernard Thériault, que la CSRPA accepte de signer le CONTRAT-CADRE DE PRESTATION DE SERVICES de Circular Materials pour le service de collecte des matières recyclables pour les communautés déjà desservies par le service de la CSRPA et ce, pour la période du 1^{er} mai 2024 au 31 décembre 2026.

L'entente a été signée comme prévu. Elle sera mise en application dès le 1^{er} mai 2024.

2. INFORMATIONS GÉNÉRALES

Campagne de sensibilisation et d'éducation du rôle des CSR

Un comité sera formé sous peu avec des représentants des directions et du secteur des communications des CSR ainsi que du ministère des Gouvernements locaux afin de travailler sur la mise en place d'une

campagne de sensibilisation sur le rôle des CSR dans la province. Cette campagne visera le grand public, mais également les représentants municipaux et fonctionnaires provinciaux. La province défraiera les coûts de cette initiative.

3. SERVICE D'URBANISME (POUR LA PÉRIODE DU 1^{er} JANVIER AU 29 FÉVRIER 2024 – 9 SEMAINES)

Permis :

- Nous avons répondu à 342 demandes de services (information, permis, lotissement, lettres de conformité...) dans ces 44 jours de travail;
- 73 demandes de permis ont été soumises dans CloudPermit. De ces 73 demandes, 41 sont incomplètes ou en traitement et 31 ont été émises.
- Nous avons émis 31 permis depuis le début de l'année 2024 comparativement à 39 permis pour la même période en 2023. À titre d'information, nous avons reçu 33 demandes de plus que l'année dernière;
- La valeur de l'investissement au sol est supérieure à celle de l'année dernière, soit 6 533 013\$ comparativement 2 285 502\$. En effet, la construction d'une épicerie dans la municipalité des Hautes-Terres dépasse le million d'investissements au sol.

Inspection et Révision :

Dans ces 9 semaines, nous avons effectué 13 inspections de constructions et réalisé 17 corrections de plans techniques (maison-commerce...)

Informations :

Les demandes d'information sont répondues dans les 3 jours. Nous avons reçu 183 demandes dans cette période. En moyenne, 5 demandes sont déposées chaque jour.

Lotissement :

Pendant cette période nous avons approuvé 23 documents légaux et reçu 8 nouvelles demandes de lotissement. Actuellement, nous traitons 4 demandes de lotissement.

Plaintes et Infractions :

Depuis le début de l'année, nous avons reçu 34 nouvelles plaintes. Sur les 130 dossiers d'infraction actifs actuellement, 14 ont été fermés, 68 sont sur les tables des conseils municipaux et 29 sont en traitement. Nous avons également 19 dossiers devant la cour.

Réunions du CRP du mois de janvier et février (dérogations & rezonages) :

Nous avons traité 6 demandes de projets dérogatoires, dont 1 approuvée à l'interne. Nous avons également recommandé 2 avis de rezonage.

Autres points:

- Nous avons rejoint les municipalités ayant reçu du financement en vertu du Fond pour accélérer la Construction de Logements dans le but d'aligner leurs actions avec les réglementations en place. Des modifications sont à prévoir et la coordination de nos efforts permettra une plus grande réussite de leurs plans d'action. Nous avons déjà rencontré Caraquet et programmé une rencontre avec Shippagan.

- Nous organisons actuellement le fonctionnement de la remise en place de la patrouille sur le territoire avec la possibilité de remettre en main propre des avis pour les constructions sans permis. Le défi reste pour le moment de pouvoir accéder aux informations à distance avec le réseau cellulaire sur le territoire.
- Nous avons visité les locaux de la municipalité des Hautes-Terres afin de voir à l'ajout d'une permanence d'un agent d'aménagement dans un futur rapproché.
- Le 31 janvier, nous avons accompagné l'administration de Tracadie dans une rencontre avec le ministère des Transports pour préciser les rôles et responsabilités de chacun sur le territoire de la municipalité.
- Le 6 février, nous avons accueilli notre nouvel agent d'aménagement Amine Idrissi. Il remplace Marine Walsh pendant son congé de maternité.
- Le 27 février, nous avons rencontré la ministre de l'Agriculture, Margaret Johnson, afin d'accompagner les maires de la Péninsule qui avaient été invités pour parler de la culture du bleuet. Une présentation très pertinente a été faite et des échanges très constructifs ont eu lieu.

4. SERVICE DE GESTION DES DÉCHETS SOLIDES

Triage

Nos changements au triage démontrent une augmentation quantifiable de la productivité. Nous avons ajouté 2 trieurs et afin de contrer ce coût, nous avons combiné les postes d'opérateur de chariot élévateur et de l'opérateur de la presse en un poste.

Collecte

La collecte sur le nouveau territoire de Saint-Sauveur se déroule bien et les appels de cette région sont minimales. D'ailleurs, tout se déroule normalement et les quelques citoyens avec des bacs non conformes sont maintenant à jour.

La maintenance de base des camions de collecte et des équipements sera faite sur place, réduisant ainsi nos coûts d'entretiens. Également, nous prévoyons faire l'entretien des nouveaux autobus. Nous ne parlons pas de mécanique, mais de maintenance comme indiqué dans le manuel du constructeur ainsi que le nettoyage des véhicules et de réparations mineures.

Plan d'écologisation des emballages et des produits du papier du Nouveau-Brunswick :

Le portail web de Circular Materials/CSRPA pour présenter les rapports et les demandes de paiements est opérationnel et fonctionne assez bien. Les remboursements se font de façon régulière. Lorsque la Péninsule fera également partie du programme en mai, il ne sera plus nécessaire de soumettre les rapports comme nous le faisons maintenant. La quantité de voyages étant trop grande, nous travaillons avec Circular Materials afin qu'il accepte nos rapports électroniques provenant de notre système de pesée dans le but d'éviter une paperasse volumineuse

5. L'OFFICE DE CROISSANCE

Rencontre avec le premier ministre Blaine Higgs

Plusieurs intervenants en développement économique, ainsi que des représentants des municipalités du nord-est de la province, étaient présents lors d'une rencontre au Atlantic Host de Bathurst, le 21 février

dernier. Le premier ministre s'est exprimé sur ses priorités en lien avec ce secteur avant de céder la parole aux gens du public. Il était accompagné des ministres Glen Savoie (Environnement et gouvernements locaux) et Réjean Savoie (Société de développement régional).

La directrice du service de croissance régionale en a profité pour prendre la parole et a exprimé les deux éléments suivants :

1 - Les CSR ne sont pas reconnues par la loi au même titre qu'une municipalité auprès de la Commission de l'énergie et des services publics du Nouveau-Brunswick. La CSRPA doit donc présenter une déposition à la commission chaque fois qu'elle souhaite apporter des changements ou ajouts aux itinéraires existants. Dans le domaine du transport régional, la flexibilité et l'adaptabilité sont essentielles. Le transport régional est nécessaire non seulement pour les nouveaux arrivants qui doivent se rendre à la garderie porter leurs enfants, ensuite au travail, il est également bénéfique pour l'ensemble de notre population.

Il a été confirmé que le ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux travaille actuellement à l'élaboration d'une loi visant à donner une plus grande marge de manœuvre aux CSR et que nous aurons des nouvelles sous peu.

2 – Nous sommes tous touchés par une crise du logement et nous savons que le secteur privé est peu intéressé par la construction de logements abordables. La législation actuelle de la province ne permet pas aux CSR de constituer une corporation de logement, mais aux municipalités oui. Si la province a confié de nouveaux mandats aux CSR, c'est évidemment parce qu'il y avait une valeur ajoutée à concerter les efforts et de mettre en place des initiatives régionales. Pourquoi ne pas permettre aux CSR de créer des corporations, si nécessaire, avec l'appui des municipalités bien entendu.

Le ministre Glen Savoie a ensuite demandé qu'un courriel soit envoyé à son département avec cette demande précise, la première dirigeante de la CSRPA allait s'en charger.

Établissement des cibles de performances

Une rencontre s'est tenue le 13 mars dernier avec les représentants de Travail NB pour confirmer les cibles de performances en lien avec l'entente financière signée avec l'organisme en 2023. Plus précisément, ces cibles serviront à mesurer l'impact du travail effectué par les CSR dans le dossier de la main-d'œuvre. Ces cibles sont l'augmentation de la population, le taux de rétention des nouveaux arrivants (résidents permanents) et le nombre d'employeurs suivant une formation de sensibilisation culturelle. D'autres mesures peuvent être ajoutées à l'entente, selon le désir des CSR. Dans le cas de la CSR Péninsule acadienne, nous ne conserverons que celles comme étant identifiées obligatoires.

Sensibilisation et mobilisation

La tournée des présentations du service de croissance régionale aux municipalités s'est poursuivie, des représentants du district rural de la Péninsule acadienne ont été rencontrés à Miscou le 22 février. Le potentiel touristique de la région a été discuté, notamment leur désir de se greffer à la Véloroute en aménageant des accotements sécuritaires jusqu'au phare de Miscou.

DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE

- Participation aux rencontres préparatoires avec l'APÉCA et présentation de l'outil d'autoévaluation aux municipalités dans le cadre de la démarche régionale de stratégies touristiques municipales.
- Collaboration avec les municipalités pour la mise à jour du site web et du guide touristique.
- Démarchage pour l'élaboration de stratégies marketing pour l'année 2024.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE + CROISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

- Formation de sensibilisation interculturelle offerte aux employeurs en février par l'entremise du CAIENA-PA, le gestionnaire de la croissance et développement de la main-d'œuvre y a participé. Il est prévu de rencontrer le CAIENA-PA pour discuter de quelques avenues possibles afin de rendre cette formation encore plus efficace et de répondre davantage aux besoins des employeurs.
- Rencontre avec une représentante de IRCC (Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada) afin de prévoir des sessions d'information pour les employeurs de la Péninsule acadienne, deux dates ont été ciblées en mars.
- Rencontre du gestionnaire en développement économique avec les administrations municipales de Tracadie, Île-de-Lamèque et les Hautes-Terres pour discuter des dossiers en cours, incitatifs disponibles pour investisseurs ou entreprises. Un comité aviseur en développement économique sera bientôt formé et composé de représentants de toutes les municipalités, afin de bien saisir les enjeux ou opportunités.
- Rencontres individuelles du gestionnaire de la croissance et développement de la main-d'œuvre avec les partenaires siégeant au forum de partenariat pour le marché du travail afin de se familiariser avec l'écosystème de chacun et dresser une liste des outils disponibles pour les employeurs ou employés de la Péninsule acadienne.
- Rencontre de mise à jour en développement économique avec Opportunités NB le 15 février.

6. SERVICE DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE**TRANSPORTS COLLECTIFS (AUTOBUS)****DONNÉES D'UTILISATION DU SERVICE :****Embarquements par mois :**

- Février 2024 : 233

Embarquements par semaine :

- 29-02 février 2024 : 53
- 05-09 février 2024 : 50
- 12-16 février 2024 : 70
- 19-23 février 2024 : 33
- 26-01 mars 2024 : 58

**Journées les plus achalandées
par mois :**

- 26 et 27 février 2024 : 18 embarquements

Système de réservations et application mobile :

Les citoyens sont encouragés à faire leurs réservations par le biais de l'application Blaise Transit, disponible sur le site web du service (csrpa.ca/tc) sur l'App Store et sur Google Play. Depuis le 26 juin 2023, les usagers ont également l'opportunité de se rendre directement à un point d'embarquement et d'utiliser le service sans avoir fait une réservation au préalable.

MODE DE RÉSERVATION – NOVEMBRE 2022 À AUJOURD'HUI		
Téléphone	Application mobile	Sans réservations (depuis juin 2023)
983	3870	300

Fréquence d'utilisation du service par mois selon le profil de l'utilisateur :

EMBARQUEMENTS SELON LE PROFIL – Février 2024		
Professionnels	Étudiants	Autres
71	3	159

DÉPLACEMENT PÉNINSULE :

Nombre de déplacement pour le mois de février 2024:

Total : 287 déplacements

Approximativement 81 déplacements par semaines.

Nombre de Kilomètres parcourus par mois:

Février 2024 – 20 349

DESCRIPTIONS DES DÉPLACEMENTS						
Médical	Épicerie	Services Gov.	Communautaire	Formations	Livraisons	Autres
211	56	7	0	2	4	7

Participation au processus d'appel d'offres provincial – Système de répartition destiné aux services de Transports collectifs :

Le Directeur du développement communautaire a participé à un comité provincial mené par l'organisme Transport rural/urbain (Urban/Rural Rides) et composé d'intervenants de diverses régions de la province en provenance de CSR et d'agences gouvernementales, dont la Société d'inclusion économique et sociale (SIES) et la Société de développement régional (SDR) ayant un mandat ou un intérêt marqué par le dossier du transport au Nouveau-Brunswick.

Le mandat de ce comité, évaluer les propositions reçues dans le cadre d'un processus d'appel d'offres visant à identifier un fournisseur/une plateforme unique de répartition et de gestion des services de transports publics et communautaires. Cette plateforme serait, d'ici le premier quart 2025, implantée dans chaque région de la province de façon à ce que nous soyons tous dotés d'un outil de qualité menant

à l'amélioration de la gestion régionale et interrégionale de ces services en pleine expansion au Nouveau-Brunswick.

Un processus fastidieux, mené avec sérieux avec une grande attention au détail nous ayant menés à un choix unanime. Choix qui devrait être entériné après avoir obtenu l'approbation ministérielle nécessaire au financement.

Image de marque Transport régional (suite) :

En collaboration avec notre Gestionnaire en communications et marketing ainsi que l'agence DPG communications, le travail entourant la création d'une image de marque pour le service de Transport régional continue son avancement.

Une demande en provenance du comité sur le transport régional, l'ébauche du nom, du logo et des couleurs fut présentée aux membres de celui-ci lors de sa dernière rencontre dans le but d'obtenir de premières rétroactions relativement à l'option développée. Le peaufinage du produit à la suite des commentaires reçus et le développement d'un plan de communication sont en cours.

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Visite exploratoire – Service de la sécurité publique et des incendies du Comté de Pictou (N.-S.) :

Après avoir bâti des liens avec Monsieur Evan Hale, Directeur de la Sécurité publique et des incendies du Comté de Pictou (N.-S.) en 2023, une visite exploratoire fut organisée où notre Gestionnaire en sécurité publique et incendie a pu en apprendre davantage sur les réalités terrain de ce service ayant des réalités très similaires aux nôtres. Cette rencontre a permis d'aborder les défis et les accomplissements liés au poste de Monsieur Hale ainsi que de l'évolution du dossier sur son territoire depuis ces débuts, il y a de ça déjà plusieurs années. Une relation qui devrait être bénéfique pour les deux partis étant donné les similitudes marquantes entre les rôles respectifs, des opportunités ainsi que des défis rencontrés par chacun.

Visites de casernes: Comme convenu lors des derniers mois, Monsieur Robichaud a continué le processus de visites des installations sur le terrain. Les casernes des municipalités de l'Île de Lamèque, de Sainte-Marie-Saint-Raphaël et de Bertrand furent l'objet de visites et de rencontres avec les chefs de ces brigades au cours du mois de février.

Ces visites nous permettent de mettre la table de collaborations futures ainsi que de mieux comprendre les besoins spécifiques de chaque communauté en matière de sécurité incendie.

Rapport d'observation du territoire

Beaucoup de temps fut consacré à l'élaboration d'un rapport d'observation du territoire de la Péninsule acadienne. Un rapport qui représentera une composante essentielle dans l'élaboration d'un plan d'action efficace et adapté aux spécificités de notre région.

Rencontre des partenaires communautaires du Comité de la résilience et des capacités communautaires de la Péninsule acadienne

Accompagné du Directeur du service du développement communautaire ainsi que de Monsieur Cédric Vienneau, Agent de projets spéciaux de la CSRPA (Pensez-Frais, Planète jeunesse), le Gestionnaire en sécurité publique et incendies a participé à une rencontre tenue avec les partenaires communautaires du CRCCPA. Le but de celle-ci, se familiariser avec les ressources communes et les acteurs clés (partenaires)

dans la communauté. Une réunion riche en information nous permettant de tisser des liens concrets avec les intervenants du milieu communautaire de la Péninsule acadienne.

Formations – Discussions avec la Croix-Rouge canadienne

Des discussions ont été tenues avec des représentants de la Croix-Rouge canadienne nous permettant d'évaluer la possibilité d'offrir des formations de premiers soins dans l'objectif d'améliorer les compétences en termes de premiers secours au sein de l'équipe de la CSRPA et possiblement, à la communauté.

Formation sur l'utilisation du défibrillateur

Initiative étant née du fait que nos autobus (transports collectifs) seront munis de défibrillateurs et jugeant pertinent que nos chauffeurs soient formés et à l'aise à utiliser cet outil lors de situations critiques, jumelé au fait que Monsieur Robichaud, possède de l'expertise dans le domaine, deux sessions de formation furent offertes à notre équipe. S'inscrivant dans le cadre de l'amélioration continue de nos compétences, cette formation spécifique fut non seulement dispensée à notre équipe de chauffeurs, mais également aux autres employés de la CSRPA. Une formation forte intéressante et appréciée par l'ensemble des participants.

Étude de cas - Logiciels d'optimisation des services des incendies (suite)

Après avoir fait la comparaison des produits disponibles sur le marché au cours des derniers mois ainsi qu'à évaluer la pertinence d'incorporer des logiciels spécialisés dans l'optimisation des opérations et de l'administration de services d'incendies et d'urgence sur notre territoire. Le gestionnaire sera bientôt en mesure de présenter une recommandation en ce sens. Ce type de logiciel représente un outil important qui permettra à nos brigades, à notre service d'améliorer l'efficacité et l'efficience de nos services d'urgence.

Rappelons que ce type d'outils, utilisé dans une grande majorité des services incendies à l'extérieur de notre région, aurait potentiellement un grand impact dans l'amélioration des conditions de travail des équipes sur le terrain et par le fait même nous permettrait de réaliser plusieurs gains reliés aux recommandations provenant de l'étude d'optimisation (2021).

RÉSEAU D'INCLUSION COMMUNAUTAIRE (RICPA) :

Présence du service auprès des organismes communautaires :

Madame Suzane Arsenault, Coordonnatrice de l'inclusion et du développement communautaire, participe activement au succès et à l'avancement de plusieurs initiatives terrain au cours du dernier mois. Parmi celles-ci, elle a, entre autres, œuvré dans le cadre:

- Journées « Pensez-frais »;
- Comité directeur de la résilience;
- Les organismes Capacité NB, l'équipe d'Apprentissage pour adultes PA inc. (APAPI) ;
- Comité Mieux-être;
- CAIENA;
- Rencontres de la Société d'inclusion économique et sociale (SIES);

Société d'inclusion économique et sociale (SIES) – Ensemble pour vaincre la pauvreté (EVP4) :

Les 24 et 25 janvier derniers, à Fredericton, avait lieu le lancement du 4^e processus d'engagement public de la SIES, ensemble pour vaincre la pauvreté.

Un processus important où notre communauté est appelée à s'exprimer sur les questions de la pauvreté et de l'inclusion économique et sociale dans la province, et surtout dans notre région.

Dans le cadre des premières étapes entourant EVP4 des sessions de consultation intitulées, Dialogues communautaires furent organisés à Caraquet, Shippagan, Île de Lamèque et dans la Municipalité régionale de Tracadie (prévue en mars) par l'équipe élargie du Réseau d'inclusion communautaire de la Péninsule acadienne. C'est près d'une cinquantaine de personnes qui ont apporté leur contribution jusqu'à maintenant.

Rappel : Que ce soit en participant aux consultations publiques (dialogues communautaires), en répondant au sondage en ligne ou en soumettant un mémoire, l'apport de chacun est pertinent et nécessaire afin d'améliorer la situation de notre communauté. Visitez le www.ensemblenb.ca pour plus de détails.

PENSEZ-FRAIS :

Initiative permettant aux gens de tous les milieux d'acheter des légumes et des fruits à prix réduit, favorisant ainsi une saine alimentation pour notre population.

PENSEZ-FRAIS PÉNINSULE ACADIENNE – Février 2024			
Lamèque	Caraquet	Tracadie	TOTAL
244	194	228	666

La municipalité de Neguac est desservie par l'organisme Pensez-frais (Fresh 4 less) région Alnwick où **157 sacs** par mois ont été distribués en février sur le territoire composé de la municipalité de Neguac et de la nouvelle communauté d'Alnwick.

Rappel : Pensez-frais est tenue chaque 1^{er} lundi du mois à Caraquet, chaque 1^{er} mercredi du mois à Lamèque et chaque 1^{er} vendredi du mois à Tracadie. Les citoyens peuvent donc s'y procurer ou faire le don d'un panier de fruits et légumes pour la modique somme de 15\$. Somme devant être payée le mois précédent dans le but de faciliter la logistique de l'évènement se tenant le mois suivant.

Fait notable en lien avec la dernière édition :

- La collaboration entre le point de service de Lamèque et nos institutions postsecondaires se poursuit. Ce sont 28 paniers qui ont trouvé preneur chez les étudiants du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick et 20 paniers qui ont été livrés à des étudiants de l'Université de Moncton, Campus de Shippagan.

LE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE EN SUPPLÉMENTAIRE :

Stratégie de logement :

La CSRPA ayant lancé un processus d'appel d'offres le 19 janvier 2024 visant à élaborer une stratégie de développement de logement pour la Péninsule acadienne. Démarche s'inscrivant dans les objectifs stratégiques du développement communautaire.

Suite à une analyse approfondie des deux soumissions reçues, c'est la soumission de l'entreprise Raymond Chabot Grant Thornton au montant de 74 000\$ plus TVH. qui fut sélectionnée par le comité de direction

de la CSRPA. (La responsabilité d'évaluation des offres ayant été transférée par le comité exécutif au préalable)

Afin de bien encadrer le fournisseur de service, et du même coup, le travail entourant l'élaboration de la stratégie qui débutera en mars et devrait culminer par la présentation du rapport final en juillet 2024, le Directeur du développement communautaire sera épaulé par le Directeur de la planification ainsi que de membres de l'Office de croissance de la CSRPA.

Projet-pilote, transport de nouveaux arrivants (suite) :

Le comité a poursuivi le travail entourant ce projet novateur visant à établir une solution de transport à des familles composées de nouveaux arrivants à leur premier mois dans la région. Les communautés participantes (Municipalité des Hautes-Terres, Ville de Caraquet, Ville de Rivière-du-Nord) ont entamé le processus d'identifications des participants et des bénévoles qui participeront au projet-pilote. Un outil fut également créé afin d'assurer la gestion des trajets et de comptabiliser les données relatives à l'offre de service.

Renforcement de collaboration avec la Santé publique :

Remarquant que nos interactions deviennent de plus en plus fréquentes et que nous travaillons déjà en collaboration étroite sur plusieurs dossiers, la Gestionnaire de la Santé publique pour la zone 6, Madame Pamela St-Cœur LeClair, a proposé d'établir un cadre plus officiel à notre collaboration en procédant à la mise en place de réunions mensuelles régulières. Proposition que nous avons acceptée dans l'optique de renforcer notre partenariat existant. Le Directeur du développement communautaire sera le principal représentant de la CSRPA à cette table, mais il sera appuyé de la Première dirigeante, du Directeur de la planification et autres collègues selon les dossiers à l'ordre du jour.